

Energy Cities

N° 44 | Printemps 2016 INFO

Energie citoyenne
recherche définition p.5

Crédits carbone : pensez local ! p.7

Remunicipalisation :
pourquoi, comment ? p.10/11



energycities
WHERE ACTION & VISION MEET

www.energy-cities.eu

Trois ingrédients pour réussir la transition énergétique :

Démocratie, Décentralisation et Désinvestissement



Cher lecteur,

Si vous faites partie des pessimistes de notre époque, tentez une nouvelle approche : prenez un peu de recul, changez de perspective et imaginez un futur en « **3 D** », avec pour premier D celui de **Démocratie**. Non seulement les valeurs démocratiques sont au fondement de la construction européenne, mais elles prennent aujourd'hui un nouvel élan et un sens nouveau avec l'avènement de la transition énergétique.

Les Européens sont en effet plus enclins à soutenir des institutions qui leur donnent le pouvoir de décision dans les domaines qui concernent leur vie quotidienne. Et quel meilleur exemple que l'énergie, domaine aux ramifications multiples, au coeur des bouleversements géopolitiques du monde dans lequel nous vivons et qui touche tous les aspects de notre quotidien ? Si l'on considère la croissance de l'industrie des renouvelables, l'Europe est en retard par rapport à d'autres grandes puissances mondiales comme la Chine. Or, elle peut encore montrer le chemin en adoptant un objectif noble, celui de devenir chef de file sur le front de l'énergie civique et citoyenne.

Maroš Šefčovič lui-même, le Commissaire en charge du grand projet d'Union de l'énergie, a cité un philosophe grec sur son blog personnel, faisant le lien entre la révolution énergétique et la nécessité d'une « transformation radicale des institutions de la société ». En effet, la transition énergétique ne peut réellement s'accomplir sans un remaniement de la dynamique des pouvoirs et une nouvelle organisation des institutions. Cela nous amène à notre deuxième D, celui de **Décentralisation**, ou la nécessité de donner plus de compétences aux collectivités locales et territoriales. Le niveau local doit avoir davantage de prise sur un système qui n'est plus adapté à un processus décisionnel « top-down » où toutes les décisions sont prises d'en haut.

Et parce que cette transition nécessite des investissements essentiels, le temps est venu de revoir entièrement le cadre financier et économique qui la sous-tend, grâce au **Désinvestissement**, à savoir le transfert des moyens financiers vers des projets énergétiques locaux qui encouragent la résilience et la cohésion des territoires.

Des milliers de membres d'Energy Cities dans toute l'Europe sont déterminés à appliquer ces concepts au quotidien. Cette nouvelle édition de notre publication annuelle Energy Cities INFO vous donnera un aperçu des idées, lieux et personnes engagées dans cette révolution des 3 D.

Eckart Würzner

Eckart Würzner, Maire d'Heidelberg, Allemagne, et Président d'Energy Cities



Il existe **1 250 coopératives** énergétiques en Europe.



Au total, elles emploient **plus de 1 000 personnes**.



Elles sont portées par **300 000 citoyens**.

Rapport annuel coopseurope.coop 2016

SOMMAIRE

Entretien avec Carlos Moreno : « Faire de la ville une plateforme de transformations à ciel ouvert ».....	p.3
Sur le chemin de la démocratie énergétique.....	p.4
Petit guide à l'intention des villes : créer un portefeuille d'investissements propre et vert.....	p.6
Crédits carbone : pensez local !.....	p.7
Décentraliser [verbe qui se conjugue au présent pour améliorer le futur].....	p.9
Comment les collectivités reprennent-elles l'énergie en main ?.....	p.11
Accord de Paris : une course contre la « montre CO ₂ » ?.....	p.12
Les villes au coeur de nos campagnes et projets européens.....	p.14
Publications : les recommandations d'Energy Cities.....	p.15
Et vous, quelle ville du futur êtes-vous ?.....	p.16



Si vous souhaitez recevoir ce magazine gratuitement une fois par an, contactez : www.energy-cities.eu/miriam

Directrice de la publication : Miriam Eisermann

Contributeurs éditoriaux : Alix Bolle, Floriane Cappelletti, David Donnerer et Miriam Eisermann.

Traductions : Nathalie Fauchadour

Conception graphique : www.tutti quanti.net

Impression : SIMONGRAPHIC (Imprim'Vert)

Imprimé sur papier recyclé
N° ISSN: 1256-6098
Tirage : 2 000 ex.
Dépôt légal : Printemps 2016

Couverture : Tutti Quanti



Energy Cities | Secrétariat
2, chemin de Palente
F - 25000 Besançon
Tél. : +33 381 65 36 80
Fax : +33 381 50 73 51

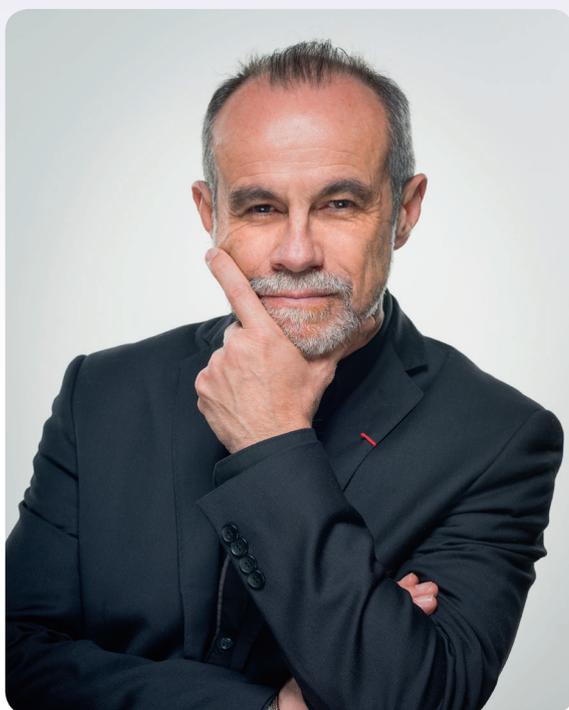
Energy Cities | Bureau Bruxelles
Rue d'Arlon 63-65
B - 1040 Bruxelles
Tél. : +32 2400 1000

www.energy-cities.eu

Entretien

Faire de la ville une « plateforme de transformations à ciel ouvert »

Né en 1959, le franco-colombien Carlos Moreno est Professeur des Universités et un scientifique humaniste mondialement reconnu pour son expertise autour du concept de la « ville intelligente humaine ».



Carlos Moreno

Energy Cities promeut une transition non seulement technologique mais avant tout sociétale. Comment appréhendez-vous la démocratie de l'énergie dans une « ville intelligente » ?

Considérer que la ville serait intelligente en développant des solutions fortement technologiques, et que ces dernières pourraient apporter des solutions à des problèmes complexes, sans impliquer les citoyens, conduit à une impasse. D'autant plus que les citoyens d'aujourd'hui disposent de moyens techniques pour s'informer et se mobiliser au quotidien. Via les réseaux sociaux, il est possible de rassembler dans la rue des centaines

de milliers de personnes en quelques heures à peine. C'est là un moyen de pression très fort des habitants sur les élus locaux et plus largement sur les gouvernements nationaux.

Il faut comprendre que le rapport entre administrés et gouvernements change sous l'effet de ces technologies, et que la gouvernance et la manière de faire de la politique changent aussi. Il y a clairement une évolution par rapport à la démocratie représentative traditionnelle. Donner du sens à la ville, à l'heure de la transition énergétique, des énergies décentralisées, de nouvelles mobilités, du développement de circuits courts, est avant

tout un fait social. Sans cette mise en cohérence - qui est une vraie priorité aujourd'hui - nous allons nous couper de l'adhésion citoyenne indispensable pour opérer un changement de fond car le cœur de la valeur est dans les usages, dans la création de valeur sociale ; il n'est pas dans la technologie elle-même.

Quels sont les principaux défis que les maires auront à relever pour réussir cette transition ?

Aux quatre coins du monde, ces espaces urbains doivent aujourd'hui faire face à cinq grands défis s'ils veulent répondre aux besoins et aux attentes de tous leurs habitants :

environnemental, économique, social, culturel, et de résilience.

Il est essentiel qu'un projet de ville intelligente puisse se construire sur le long terme, dans une durée qui dépasse celle de la mandature des maires. C'est cette continuité qui viendra renforcer le projet commun, l'implication des populations et des partenaires, l'identité de la ville. Un autre élément essentiel est la capacité à faire évoluer nos modèles de

« Donner du sens à la ville, à l'heure de la transition énergétique, [...] est avant tout un fait social. »

gouvernance. Sortir de la verticalisation monofonctionnelle technique pour penser les évolutions urbaines de manière intégrée et globale. Laisser de la place à l'initiative citoyenne en

ayant toujours en tête que le maire est là pour donner une vision, cadrer le développement et favoriser l'expression de la vie dans la ville dans ses multiples formes pour façonner cette approche de ville ouverte, participative, vivante et créative.

Pour réussir leur transition, les villes doivent s'appuyer sur des écosystèmes dynamiques. Il est crucial que l'ensemble des acteurs concernés, sur toute la chaîne de valeur, puisse converger afin d'assurer une construction sur le long terme. Car il ne s'agit pas d'un simple effet de mode : c'est en les prolongeant dans le temps que nous pourrions voir les potentialités transformatrices des apports de tout un chacun pour que la ville et l'ensemble des espaces urbains deviennent une plateforme de transformations à ciel ouvert.

www.liveinalivingcity.com

Sur le chemin de la démocratie énergétique

Depuis l'accord de Paris, la nécessité d'accélérer la transition écologique de notre système énergétique ne fait plus débat. La technologie est au point et les arguments économiques sont plus recevables que jamais, les énergies renouvelables étant plus compétitives que les énergies fossiles dans de nombreuses régions du globe.

Maintenant plus que jamais, il est temps que les citoyens reprennent en main un composant essentiel de leur quotidien.

Pour Energy Cities, la démocratie énergétique ce n'est pas seulement partager la propriété des projets et infrastructures, c'est également co-construire un avenir post-carbone, en permettant aux habitants d'avoir leur mot à dire sur la stratégie énergétique de leur territoire. Les progrès dans ce domaine restent timides à l'échelle mondiale. Un rapide coup d'œil à la deuxième phrase de l'article « planification énergétique » du site anglophone de Wikipédia suffirait à freiner l'enthousiasme de tout défen-

seur de l'énergie citoyenne : « la planification énergétique est souvent menée au sein d'organisations gouvernementales mais peut également être le fait de grandes entreprises, comme les entreprises de distribution d'électricité ou les compagnies pétrolières ou gazières ». Aïe ! Nous éloigner de ce schéma unidirectionnel « top-down » ne sera certainement pas de tout repos... Mais nous y sommes presque ! De nombreux membres d'Energy Cities dans toute l'Europe aident déjà leurs citoyens à relever le défi. Les collectivités locales peuvent en effet jouer divers rôles dans ce processus, d'instigateurs à facilitateurs ou encore catalyseurs.



Alors que certains aident à trouver les terrains et les toits pouvant accueillir des énergies renouvelables, d'autres co-investissent dans des projets portés par des citoyens, ou leur apportent l'expertise et le savoir-faire nécessaires. Ce n'est pas tout ! La démocratie énergétique peut prendre une multitude de formes...

Etude « Transition énergétique : Les nouveaux dialogues - acteurs du territoire »

Disponible sur www.energy-cities.eu rubrique Ressources > Publications
Prix : 40 € - Gratuit pour les membres d'Energy Cities



Plein feu sur nos membres

« Adopte un panneau » à Helsinki



La plus grande centrale solaire de Finlande se trouve sur le toit de la piste de ski indoor Kivikko de la Ville de Helsinki. A l'initiative du projet, l'entreprise énergétique municipale Helen Ltd a eu la brillante idée d'inviter les habitants à commander leurs propres panneaux photovoltaïques, leur permettant ainsi de bénéficier de cette énergie solaire sans avoir recours à de lourds investissements de départ. Les panneaux sont loués 4,40 euros par mois et l'électricité ainsi générée est déduite de la facture de chaque propriétaire de panneau. D'abord testé dans un autre quartier de la ville, le concept a fait fureur : en l'espace de quelques jours seulement, tous

les panneaux de la centrale avaient trouvé preneur ! Opérationnelle depuis avril 2016, la nouvelle centrale de Kivikko compte près de 3 000 panneaux solaires, dont la moitié a été commandée par des habitants. La production devrait atteindre 700 MWh, soit l'équivalent de la consommation annuelle d'électricité de 350 appartements de type T2. Interrogée sur la raison pour laquelle il avait été décidé de louer les panneaux photovoltaïques au lieu de compter simplement les kWh, la responsable du projet, Atte Kallio, a répondu : « Nous avons demandé à nos clients ce qu'ils souhaitaient et ils ont choisi les panneaux à louer. [...] Nous nous sommes engagés à construire de nouvelles centrales solaires si la demande se maintient. [...] De cette façon, nos clients peuvent avoir une influence sur la façon dont l'électricité est produite dans notre pays », a-t-elle ajouté.

🔗 www.helen.fi/en/news/2016/finlands-largest-solar-power-plant-is-near-completion

Plein feu sur nos membres

Newcastle : de consommateurs passifs à acheteurs engagés !

La ville de Newcastle au Royaume-Uni a lancé un programme afin d'aider ses concitoyens à devenir acteurs engagés du système énergétique tout en bénéficiant de services plus efficaces et moins chers. La municipalité a donc fait équipe avec le service en ligne « iChoosr », qui propose aux habitants de bénéficier de tarifs plus avantageux grâce à des achats groupés. Le programme, appelé « Big Community Switch », a ainsi permis à plus de cent habitants d'économiser en moyenne 200 £ (environ 260 euros) par an sur leurs factures de gaz et d'électricité. Cette initiative part également de la volonté de s'attaquer à un problème particulièrement préoccupant à Newcastle : la précarité énergétique. Associé à des programmes d'efficacité énergétique ambitieux, le projet s'annonce prometteur !

🔗 www.newcastle.gov.uk/news-story/scheme-launched-save-money-energy-bills

Plein feu sur nos membres

Mulhouse : Cinq citoyens agissent contre la précarité énergétique

A Mulhouse, cinq amis ont décidé de créer une association afin de trouver une solution au fléau de la précarité énergétique dans leur ville, grâce à une utilisation plus efficace des ressources et au concept « d'énergie maison » ! S'étant rendus compte qu'une variation de 20 % du prix de l'énergie pouvait faire basculer 2,5 millions de foyers d'un côté ou de l'autre de la limite de la précarité énergétique, ils ont décidé de passer à l'action. Avec le soutien de la municipalité, ils ont retroussé leurs manches afin de relocaliser l'énergie et ont fondé l'association « Mulhouse 100 % » : à 100 % pour la prospérité afin que 100 % des citoyens aient accès à l'énergie. Mulhouse 100 % a ensuite été rebaptisé « Energie de citoyens », un nom qui lui sied à merveille !

🌐 www.mulhouse100pour100.fr

Nottingham a son « Robin des Bois de l'énergie »



Désireuse de combattre la précarité énergétique, la ville britannique de Nottingham a créé en 2015 une société à but non lucratif de fourniture d'énergie appelée Robin Hood Energy, en référence à Robin des Bois, le célèbre héros local qui volait les riches pour donner aux pauvres. Première société municipale énergétique à but non lucratif à voir le jour au Royaume-Uni, Robin Hood Energy connaît un franc succès. Elle remet en effet en question le monopole des « Big Six », les six grandes entreprises énergétiques qui se partagent le marché dans le pays, et offre une alternative fiable dans un climat de perte de confiance envers les grandes compagnies. L'entreprise locale utilise l'énergie produite par l'usine d'incinération de la ville, ainsi que celle de panneaux solaires et d'usines de traitement des déchets alimentaires, et emploie directement 30 personnes. Les premiers clients de ce Robin des Bois moderne ont vu leur facture annuelle d'énergie passer de 2 000 £ à 1 400 £ (2 500 € à 1 700 €) !

🌐 www.robinhoodenergy.co.uk

Energie citoyenne recherche définition

Pour la Commission européenne, 2016 sera « l'année de vérité » pour les politiques énergétiques et climatiques. Une bonne partie de la législation fait en effet l'objet d'un toilettage important, y compris la Directive sur les énergies renouvelables, au sujet de laquelle Energy Cities a publié un avis qui appelle essentiellement à plus de démocratie énergétique et à faire de l'Europe le numéro un mondial... en énergie citoyenne (appelée plus largement « community energy » en anglais). Que recouvre exactement ce terme d'énergie citoyenne ?

Force est de constater que la Commission se pose également la question - aucune définition n'existant à l'heure actuelle - et a même mandaté

des experts externes pour y répondre. Energy Cities ayant fait partie des acteurs consultés, nous avons souhaité vous faire part de notre appréciation.

L'énergie citoyenne est une nouvelle forme de production et de planification collective de notre avenir énergétique, caractérisée par les contributions socio-économiques qu'elle apporte à la société. Parfois appelée « énergie partagée », ce n'est pas tant la taille ou le statut juridique qui importe, mais une distribution juste des bénéfices et une prise de décision collective pour tout ce qui touche aux infrastructures énergétiques sur un territoire donné. Contrairement au modèle « top-down » où un nombre limité de grandes entreprises énergétiques ont le monopole de l'énergie et où les bénéfices sont distri-

bués à des actionnaires parfois très lointains, l'énergie citoyenne implique de réinjecter la richesse ainsi créée dans l'économie locale. L'énergie citoyenne implique également une socialisation et une démocratisation du système énergétique, grâce à des procédures d'achats et des investissements groupés et à une prise de décision collective concernant les programmes d'économies d'énergie ou de production locale d'énergie renouvelable.

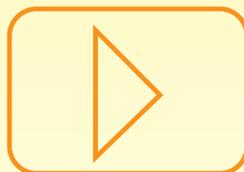
A terme, cette définition permettra de déterminer le type de projets d'énergie renouvelable pouvant bénéficier ou non d'aides d'Etat. En résumé : les enjeux sont élevés, restez à l'écoute !

🌐 Pour plus de détails : www.energy-cities.eu > Positions

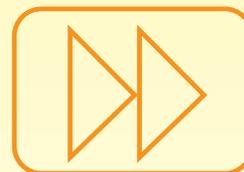
Désinvestissement



DÉSINVESTIR



RÉINVESTIR



SOUTENIR

Une grande partie de notre système financier alimente des modes de production et de consommation non durables, grands émetteurs de carbone et prédateurs de ressources naturelles. Opérer des changements

radicaux visant à rediriger les flux monétaires, tel est l'objectif de la campagne de désinvestissement des énergies fossiles. Cette campagne prend de l'ampleur dans le monde, sa plateforme internationale 350.org

recensant déjà plus de 1 000 initiatives locales de désinvestissement, dont celles de plusieurs membres d'Energy Cities comme La Rochelle en France ou encore Christchurch en Nouvelle-Zélande.

Petit guide à l'intention des villes : créer un portefeuille d'investissements propre et vert

1

Identifiez où est investi l'argent de votre ville et déplacez-le

Identifiez les actions (tels que les fonds de pension) que possède (directement ou indirectement) votre ville dans des holdings liées aux énergies fossiles et vendez-les. Mettez un terme aux contrats de votre administration avec les banques multinationales qui ont massivement investi dans les énergies fossiles car ces investissements vont rapidement perdre toute valeur. Une étude de la London School of Economics et de Carbon Tracker Initiative en 2013 a en effet démontré que les entreprises liées aux énergies fossiles sont surévaluées de 40 à 60 %, leurs investissements de plusieurs milliards d'euros dans les nouvelles centrales thermiques à charbon étant voués à devenir des actifs échoués du fait de la transition énergétique. Le site gofossilfree.org donne le top 200 des entreprises pétrolières, gazières et charbonnières qui se partagent le plus gros des réserves mondiales d'énergies fossiles. Transférez tous vos comptes bancaires vers des banques locales et/ou de l'économie sociale afin de protéger vos investissements et d'agir pour le climat.

2

Utilisez votre argent pour soutenir des projets locaux durables

L'argent public doit être réinvesti sur votre territoire afin de soutenir les efforts de ses habitants, en les aidant par exemple à investir dans des travaux de rénovation de leur logement ou dans des projets d'énergies renouvelables à petite échelle, comme les panneaux photovoltaïques ou les systèmes solaires thermiques. Investissez dans des coopératives et dans des projets énergétiques locaux bénéficiant d'un financement participatif afin de soutenir les actions citoyennes et créer de nouveaux emplois sur votre territoire. Si vous souhaitez toujours investir en actions ou dans des fonds communs de placement, consultez votre conseiller financier afin d'identifier les produits durables, non liés aux énergies fossiles.

3

Incitez et aidez les autres à désinvestir

Une fois que vous avez complètement désinvesti des énergies fossiles, incitez et aidez d'autres acteurs de votre territoire à faire de même. Communiquez largement sur votre stratégie de désinvestissement des industries fossiles et polluantes. Partagez votre expérience avec d'autres villes, comme les membres d'Energy Cities, afin de provoquer un effet boule de neige et étendre le mouvement à d'autres parties du monde !



Crédits carbone : pensez local !



© Shutterstock.com / Tom Greenfield

Fixer un prix au carbone et en réguler la quantité grâce à un système d'échange de quotas d'émission est une des incitations financières utilisées pour encourager le développement d'une économie sobre en carbone. Dans l'Union européenne, le système communautaire d'échange de quotas d'émission (SCEQE), introduit en 2005, a généré des revenus, mais beaucoup moins que prévu pour plusieurs raisons : le prix du carbone stagne à un niveau très bas, autour de cinq euros la tonne, et trop de « permis de polluer » ont été accordés à des industries à forte intensité de carbone. Dans la plupart des pays européens, les collectivités locales et les citoyens n'ont pas vu un centime de ces revenus SCEQE. Cependant, beaucoup d'entreprises fortement émettrices de carbone ont bénéficié du subventionnement massif des activités polluantes introduit par ce système. C'est le cas en Allemagne, où les industriels ont réalisé un bénéfice de 4,5 milliards d'euros entre 2008 et 2014, selon une récente étude du bureau d'études environnementales CE Delft et de l'Oeko-Institut.

L'impact des émissions de carbone se fait fortement ressentir dans les zones urbaines : dégradation de la qualité de l'air, impacts sur l'environnement, sans parler des conséquences à long terme du changement climatique. Les revenus du système SCEQE et des taxes carbone doivent absolument être réinvestis au niveau local, afin d'absorber l'impact social de ces émissions et d'accélérer la transition énergétique locale.

L'idée est relativement nouvelle, mais il existe déjà des exemples phares qui montrent comment réinvestir localement les crédits carbone. Ces exemples peuvent être aisément reproduits et ont déjà permis d'améliorer la situation dans les villes.

Etats-Unis : réduire les gaz à effet de serre peut relancer l'économie locale

L'initiative régionale gaz à effets de serre RGGI

Dans le nord-est des Etats-Unis, un système régional d'échange de droits d'émission fonctionne depuis 2005 et regroupe neuf Etats. Cette initiative, appelée Regional Greenhouse Gas Initiative (RGGI), est le premier programme réglementaire, fonctionnant sur les principes du marché, à avoir été introduit aux Etats-Unis afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES).

En 2013, 1 milliard de dollars (900 millions d'euros) de revenus générés par la vente de quotas d'émissions dans le cadre de la RGGI ont été investis dans l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables, l'aide financière aux familles à faibles revenus et la réduction des GES. 3,7 millions de foyers et 17 800 entreprises ont ainsi pu économiser 2,9 milliards de dollars (2,62 milliards d'euros) sur la durée de vie de leurs appareils électriques. Par ailleurs, 3 700 professionnels ont également suivi des formations, par exemple sur la rénovation des logements. A Rhode Island, 67 bâtiments municipaux ou appartenant à des associations ont bénéficié d'une rénovation complète en matière d'efficacité énergétique grâce aux revenus générés par l'initiative RGGI.

www.rggi.org

Plein feu sur nos membres

A Bucarest, les émissions de CO₂ financent... les réductions de CO₂ !

Le gouvernement roumain dépense environ 70 % des revenus qu'il reçoit au titre du SCEQE dans des projets d'action pour le climat, soit 260 millions d'euros sur la période 2013-2014. Pour les quatre années à venir, la Roumanie prévoit de collecter jusqu'à 2 milliards d'euros supplémentaires qui lui permettront de s'engager dans la voie d'une économie résiliente et sobre en carbone.

Une partie de ces crédits carbone ont permis à la capitale roumaine, Bucarest, d'investir dans de nouvelles pistes cyclables et des travaux d'amélioration dans le métro. La ville compte désormais 122 km de pistes cyclables et quatre lignes de métro avec 45 stations. Ces chiffres devraient encore augmenter car Bucarest souhaite encourager ses habitants à adopter des modes de transport propres. Actuellement, seuls 1 % de la population de Bucarest utilise le vélo pour se déplacer et 15 % le métro.

<http://blogs.worldbank.org/climatechange/new-bike-lanes-and-metro-stations-bucharest-paid-carbon-credits>



L'économie sociale et solidaire au service de la transition énergétique



Ce sont les moteurs d'une révolution économique encore confidentielle, mais qui ne cessent de prendre de l'ampleur : les entreprises de l'économie sociale et solidaire (ESS). Organisées en coopératives, mutuelles, associations ou fondations, ces entreprises opèrent dans divers secteurs : énergie, innovation sociale, agriculture urbaine, développement personnel, protection sociale et santé. Par leurs pratiques, valeurs et ancrage

local, les chefs d'entreprise ESS mettent en œuvre des projets basés sur un modèle de développement à la fois durable et local. Ils mettent également l'accent sur une dimension clé de l'actuelle transition énergétique : l'implication des citoyens. De la production à la consommation, les citoyens sont en effet encouragés à devenir des acteurs de ce processus. L'ESS est donc un véritable exemple de démocratie économique.

Quelques principes clés de l'économie sociale et solidaire :

- Liberté d'association,
- But (partiellement) non lucratif,
- Gestion démocratique,
- Travail collectif/communautaire et utilité sociale du projet,
- Diversité des modèles de financement.

Ca roule (vert et solidaire) à Bruxelles !



Les points vélo de Bruxelles-Capitale et de la région Wallonie sont un bon exemple de promotion de l'usage combiné du vélo et des transports publics, tout en soutenant les emplois sociaux. Alors

qu'elle cherchait une société pour gérer ses parcs à vélos, la société nationale des chemins de fer belges, la SNCB, s'est rendue compte que des entreprises sociales comme les associations à but non lucratif « Cyclo » et « Pro Velo », promoteurs de l'utilisation des deux-roues, étaient les candidats idoines. Les autres partenaires sont les régions de Bruxelles-Capitale et de Wallonie, dont les politiques mobilité et ESS s'inscrivent parfaitement dans le projet. L'essai fut une réussite : depuis 2007 à Bruxelles-Capitale et 2010 en Wallonie, des points vélo situés à proximité des gares principales proposent des services de parking et de réparation. Accueillant près de 19 000 clients par an, les points vélo emploient 38 personnes à Bruxelles (dont 16 en contrat d'insertion).

Plus de bonnes pratiques sur www.energy-cities.eu/actionsvilles

Plein feu sur nos membres

Lyon, France

La Ville de Lyon s'est fixée l'objectif de créer un environnement favorable aux entreprises sociales et solidaires. La ville conseille les porteurs de projets et organise des sessions afin de mettre en réseau les entreprises ESS. De plus, la municipalité participe financièrement au développement du secteur et finance 15 projets par an. Un label local « Lyon, ville équitable et durable » a été créé en 2010 afin d'accompagner et d'accroître la visibilité des petites entreprises qui s'engagent à soutenir le développement durable.

Genève, Suisse

À Genève, le secteur social et solidaire s'est développé grâce à une chambre de commerce spécialisée, la « Chambre de l'économie sociale et solidaire », appelée « Après GE ». Elle promeut l'approche ESS et aide les acteurs locaux à trouver des partenaires. La municipalité gère également le projet « Essaim », qui fournit informations et formations aux nouveaux entrepreneurs qui souhaitent monter une activité ESS. La Ville de Genève a également publié un guide qui explique les étapes à suivre pour la création d'une entreprise ESS.

Décentraliser

[verbe qui se conjugue au présent pour améliorer le futur]

[Je décentralise...]

La décentralisation est un transfert de responsabilités de fonctions publiques, de l'administration centrale vers les organisations gouvernementales subordonnées ou quasi autonomes. Ces dernières disposent alors d'une autonomie plus ou moins grande et d'un budget propre.



Dans une ville de 250 000 habitants, les dépenses énergétiques annuelles [...] se montent à environ 250 millions d'euros.



[Nous réussissons la transition énergétique.]

[Tu décentralises...]

Les municipalités des pays scandinaves et fédéraux ont la responsabilité de l'approvisionnement énergétique de leur territoire. Elles se sont dotées de compagnies énergétiques locales pour assurer cette mission. Cela les conduit - idéalement - à adopter une attitude responsable et leur procure des recettes. Dans d'autres pays, les autorités locales n'ont pas cette compétence. Celle-ci a toujours été un monopole d'Etat, avant de devenir ici ou là un monopole privé. Les villes ont parfois

la propriété des réseaux énergétiques, la liberté de construire un réseau de chaleur. Toutefois les grandes compagnies énergétiques mènent le jeu. Elles bénéficient des plus-values. Dans une ville de 250 000 habitants, les dépenses énergétiques annuelles pour le chauffage, l'eau chaude sanitaire et l'électricité des ménages, du tertiaire et des PME, se montent à environ 250 millions d'euros. Cet argent se dirige-t-il vers le Qatar, vers la Russie, vers de grands groupes industriels ?

[Il/Elle décentralise...]

L'innovation, la mobilisation de ressources locales, le développement de la cogénération sont nettement favorisés dans les pays où les villes disposent des compétences dans le domaine énergétique.

Pour Energy Cities, la décentralisation est une condition de la réussite de la transition énergétique. Les autorités locales sont les seules à même d'identifier et d'exploiter les multiples gisements d'économies d'énergie et de ressources locales renouvelables (géothermie, biomasse, vent, soleil...) ou de récupération (chaleur fatale de processus industriels, eaux usées, déchets,...). De même, elles ont les outils pour accompagner et impliquer les citoyens et acteurs locaux.

La décentralisation du système énergétique permettrait non seulement aux autorités locales de garder l'argent des dépenses énergétiques sur leur territoire mais également d'ouvrir la voie à la mise en place d'une gouvernance énergétique plus juste où les citoyens auraient toute leur place.



Remunicipalisation : Est-ce que tout est sous contrôle (public) ?

Ces quinze dernières années, 235 villes de 37 pays ont repris en main la gestion de l'eau. Un retour sous contrôle public dont ont bénéficié 100 millions de personnes. Paris, Naples, Berlin, Budapest... la liste des villes européennes qui gèrent elles-mêmes le service de distribution de l'eau ne cesse de s'allonger. D'autres services pour-

raient suivre ce modèle : pourquoi pas l'énergie, autre ressource précieuse dont la distribution est également un service essentiel ? A qui appartient l'énergie et qui en profite le plus ? Le mouvement de reprise en main des services urbains par l'administration publique ne cesse de gagner du terrain et traduit une volonté de ren-

forcer la démocratie énergétique et la résilience des territoires. Toutefois, créer une entreprise énergétique municipale est encore, dans de nombreux pays, réservé à quelques pionniers, prêts à s'engager sur un chemin semé d'embûches et très controversé.

Définition

Le concept de (re)municipalisation fait référence

- au transfert de propriété d'actifs ou d'entreprises privés sous contrôle public,
- au passage d'un système de sous-traitance (ou externalisation) à la fourniture directe du service par la collectivité publique,
- et à la reprise en gestion publique directe des contrats de concession et d'affermage.

Pourquoi revenir sur la privatisation ?

Les raisons qui poussent les municipalités et les citoyens à mettre fin au système de gestion privée des services urbains sont à la fois idéologiques et pratiques. Elles vont du refus général de la toute puissance des grandes entreprises à la volonté de développer une nouvelle approche, plus locale, en matière de production, de distribution et de consommation d'énergie. Beaucoup de conseils municipaux envisagent une gestion municipale de l'énergie après avoir fait l'expérience des écueils des partenariats public-privé : gestion pas toujours transparente visant à engranger des bénéfices au profit de l'entreprise privée, faibles investissements malgré des tarifs élevés pour les consommateurs, priorité donnée aux énergies fossiles, peu ou pas de partage des bénéfices avec la collectivité locale... Telles sont les raisons invoquées par les villes pour reprendre en main la distribution de l'énergie.

L'énergie décentralisée, la nouvelle norme en Europe ?

Des compagnies énergétiques municipales opèrent déjà dans de nombreux pays européens, dont la France, l'Allemagne, la Suisse et les pays scandinaves. Selon un rapport PSIRU de 2013, en Allemagne, « entre 2007 et la mi-2012, plus de 60 nouvelles compagnies locales de services publics (Stadtwerke) ont été créées et plus de 190 concessions de réseaux de distribution d'énergie – pour la plupart des réseaux d'électricité – ont été repris en main par les collectivités publiques. Environ deux tiers des communes allemandes envisagent de racheter les sites de

production et les réseaux de distribution d'électricité, voire de racheter les parts que les actionnaires privés détiennent dans certaines des 850 Stadtwerke que compte l'Allemagne. » Le fait que l'Allemagne soit un Etat fédéral a certainement joué dans cette tendance. Au Royaume-Uni, ce sont les « Big Six », les six grandes entreprises internationales opérant sur le marché de l'énergie, qui sont visées.

⑤ Rapport PSIRU (2013): www.world-psi.org/sites/default/files/en_psiro_ppp_final_lux.pdf



Plein feu sur nos membres

Munich : un guichet unique pour les services urbains



Visant une alimentation en électricité 100 % verte d'ici 2025, Munich soutient fermement la transition énergétique défendue par le gouvernement fédéral (Energiewende). Dans cette ville de 1,5 million d'habitants située à l'extrême sud de l'Allemagne, il y a longtemps que la production et la distribution d'électricité sont aux mains de la municipalité. Et la municipalité développait déjà l'utilisation des énergies renouvelables bien avant que l'on ne commence à parler de transition énergétique.

Aujourd'hui, une seule entreprise fournit la plupart des services urbains à Munich : SWM, pour Stadtwerke München, une entreprise entièrement détenue par la municipalité. Avec un plan d'investissement de 9 milliards d'euros, la Stadtwerke peut non seulement investir dans les énergies renouvelables dans et hors de la ville, mais également à l'étranger.

Interrogé par Energy Cities INFO sur les priorités de SWM pour Munich et ses habitants, Florian Bieberbach, directeur de ce qui est devenu la plus grande

compagnie de services publics d'Allemagne, confirme : « *Pour nous, entreprise municipale, notre mission principale est la durabilité et les avantages à long terme que peuvent en tirer les citoyens, et non le profit à court terme ou les perspectives de dividendes à verser à nos actionnaires. Les Munichois bénéficient ainsi de la meilleure offre de transports publics en Europe, d'une eau de source provenant des contreforts des Alpes, d'un approvisionnement en*

énergie basé autant que possible sur les énergies renouvelables et d'un réseau de fibre optique à la pointe de la technologie ».



Florian Bieberbach,
Directeur des Stadtwerke Munich



Le saviez-vous ?

En Suisse, les compétences des collectivités locales peuvent couvrir toute la chaîne d'approvisionnement énergétique, de la production à la distribution. A Martigny, Lausanne et Genève, villes suisses membres d'Energy Cities, la fourniture d'énergie est aux mains des « Services Industriels » de la municipalité, respectivement appelés Sinergy, SiL et SIG.

- ⑤ www.martigny.ch/ville-administration/energies-renouvelables.html
- ⑤ www.lausanne.ch/thematiques/services-industriels/les-sil.html
- ⑤ www.sig-ge.ch

Les avantages de la remunicipalisation

Pour les villes qui se sont déjà engagées dans cette voie, les avantages sont clairs :

- Cela permet une régénération économique de leur territoire,
- La remunicipalisation encourage les habitants à s'intéresser à l'énergie, en particulier s'ils peuvent participer financièrement à la production d'énergie locale,
- Les bénéfices peuvent être réinvestis dans des projets à long terme (mesures d'efficacité énergétique dans les bâtiments ou système de chauffage urbain performant) ou réinjectés dans des mesures destinées aux ménages à faibles revenus (pour lutter contre la précarité énergétique par exemple).

Comment les collectivités reprennent-elles l'énergie en main ?

Passer d'une gestion privée à une gestion municipale n'est pas chose aisée. Les circonstances qui ont amené les villes à faire ce choix sont variées : insatisfaction vis-à-vis des services fournis par l'entreprise privée, changement de priorités politiques de l'équipe municipale ou pression de la société civile.

A Pampelune, ville de 196 000 habitants du nord-est de l'Espagne, le changement d'orientation vers une énergie renouvelable et décentralisée est devenu un objectif politique clair depuis les élections de 2015. Armando Cuenca est conseiller municipal en charge de l'écologie urbaine et de la mobilité et membre du parti Aranzadi, soutenu par PODEMOS. Dans un entretien accordé à Energy Cities INFO, il explique les tenants et les aboutissants de cette décision visionnaire.



© Municipalité de Pampelune

Armando Cuenca
Conseiller municipal de Pampelune (Espagne)

Pourquoi la Ville de Pampelune s'est-elle engagée dans cette stratégie de remunicipalisation de son approvisionnement énergétique ?

Je pense que tant les individus que la collectivité ont un droit de regard sur leur avenir énergétique. Notre objectif principal est de renforcer la démocratie énergétique grâce à plus de transparence, plus de justice sociale, et en responsa-

bilisant les habitants afin qu'ils ne soient plus que de simples consommateurs. L'approvisionnement en électricité doit redevenir un service public, avoir une origine 100 % renouvelable, être directement raccordé aux sites de production d'énergie locaux, tant privés que publics, et doit contribuer à lutter contre la précarité énergétique.

Quelle est la première étape vers un approvisionnement en énergie totalement géré par la municipalité ? Quelles mesures la Ville de Pampelune a-t-elle prises après avoir adopté cette stratégie du « tout local » ?

La première étape consiste à s'assurer que le projet est viable. Pour cela, il est nécessaire de réaliser une étude de faisabilité qui tienne compte des conditions du marché et de la réglementation énergétique au niveau national. L'étude doit également aboutir à une cartographie des consommations d'électricité dans la ville, évaluer les investissements nécessaires et les coûts d'exploitation, calculer le temps de retour sur investissement et établir les conditions d'une ouverture aux clients privés. Une fois cette étude réalisée, il est important de construire des synergies et de collaborer entre services municipaux, afin de créer une entité juridique ayant pour objet de distribuer l'énergie sur le territoire. Il est également recommandé de demander à des experts en énergie de réaliser une évaluation externe. Dans le cas de Pampelune, nous avons collaboré directement avec les coopératives énergétiques produisant de l'électricité verte afin de soutenir le développement de la compagnie municipale.

www.energy-cities.eu/actionsvilles

Accord de Paris : une course contre la « montre CO₂ » ?



Six mois se sont écoulés depuis l'accord de Paris sur le climat. Alors que la communauté internationale s'est accordée sur un avenir post-carbone et une hausse maximale de 1,5° C des températures à l'échelle du globe, la question n'est pas tant de savoir « si » mais « quand » l'ère des énergies fossiles prendra fin. Depuis ce moment qualifié d'historique, les villes se demandent si leur sentiment de pouvoir enfin façonner leur avenir est bien légitime. Les politiques nationales et internationales sont encore loin d'être en phase avec les intentions des acteurs locaux. Que fait l'Europe pour soutenir les initiatives locales durables ?

La nouvelle « Plateforme de partage des connaissances » de la Convention des Maires

La Convention des Maires a récemment ouvert une plateforme en ligne visant à développer et renforcer les capacités des signataires pour la préparation et la mise en œuvre de leurs Plans d'Action pour l'Énergie Durable et le Climat. Les signataires peuvent y trouver des ressources et partager les leurs, ainsi que participer à des discussions sur des sujets bien précis (bâtiments, mobilité, participation citoyenne...) et sur des forums dédiés à leur pays.

- 🌐 www.eumayors.eu > Ma Convention
- 📧 info@eumayors.eu

Alors que les villes renforcent leurs engagements en adoptant de nouveaux objectifs dans le cadre de la Convention des Maires, en désinvestissant des énergies fossiles, en libérant des espaces verts ou en exploitant leurs potentiels d'énergies renouvelables, les Etats semblent avoir déjà oublié leurs propres engagements.

Une analyse portant sur 122 rapports de suivi, réalisée ce printemps par le Centre Commun de Recherche de la Commission européenne, montre que les signataires de la Convention des Maires sont en bonne voie pour atteindre leurs objectifs. Sur la base de leurs plans d'actions, les villes signataires devraient en effet atteindre d'ici 2020 :

- - 28 % d'émissions de CO₂,
- - 20 % d'énergie consommée,
- +18 % d'énergies locales/renouvelables.

Afin de pérenniser ce succès et mettre en place les changements systémiques qui s'imposent, l'UE doit s'assurer que toutes ses politiques soient « à l'épreuve des villes ».

Cinq mesures pour que la stratégie énergie-climat de l'UE fonctionne :

- 1 Utiliser l'Union de l'énergie pour créer un système énergétique européen décentralisé et améliorer la sécurité énergétique,
- 2 Débloquer des fonds non conventionnels, comme les revenus du SCEQE (Système communautaire d'échange de quotas d'émission) pour financer l'action locale en faveur du climat,
- 3 Encourager les Etats à engager des réformes pour renforcer le pouvoir des maires et la participation citoyenne,
- 4 Influencer les politiques urbaines, par exemple en faisant en sorte d'inclure l'action locale dans les plans d'actions nationaux en faveur du climat, Et, par-dessus tout :
- 5 Prendre l'accord de la COP21 pour ce qu'il est : un engagement sérieux à agir pour arrêter cette course contre la « montre CO₂ » !

🌐 Retrouvez les dernières positions politiques d'Energy Cities sur : www.energy-cities.eu > Positions

Les villes, nouveaux diplomates climatiques à l'international

Energy Cities a rencontré Hoesung Lee, Président du GIEC (Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat) une semaine après sa nomination en octobre 2015. Au cours de cet entretien, notre président, Eckart Würzner, a appelé à mettre en lumière le rôle des villes dans la lutte contre le changement climatique. Le président du GIEC a répondu de manière positive et ajouté que la dimension sociale du changement climatique devrait être la première des priorités. Ce printemps, Energy Cities a soutenu **l'appel des collectivités locales pour un rapport du GIEC centré sur les villes**. La diplomatie climatique internationale pourrait s'inspirer d'un tel document pour clarifier les instruments politiques, financiers et de gouvernance qui pourraient être utilisés pour soutenir les mesures d'atténuation et d'adaptation en milieu urbain.

🌐 www.ipcc.ch

Les villes au cœur de nos campagnes et projets européens

Chaque année, l'équipe d'Energy Cities prépare une série d'offres dans le cadre de divers programmes de financement européens. Nos responsables de projets disposent d'une solide expérience dans le montage de dossiers pour URBACT, INTERREG EUROPE, HORIZON 2020 ou encore LIFE.

Grâce à l'espace « My Energy Cities » du site web, les membres du réseau sont les premiers informés des appels à projets, conditions de soumission et liens vers les documents et sites utiles.

Focus sur deux de nos derniers succès

Living Streets – programme LIFE

« Living Streets » est une expérimentation en situation réelle dans laquelle, chaque année, des habitants transforment pendant deux mois leur rue en l'endroit respectueux de l'environnement dont ils ont toujours rêvé. Chacun de ces « laboratoires vivants » explore un nouvel urbanisme, avec moins de voitures et plus de lien social.

« Living Streets », ce n'est pas l'histoire de quelques personnes qui voudraient interdire leur rue aux voitures. C'est l'histoire de centaines de citoyens dans des dizaines de rues. Avec les acteurs locaux et les services muni-

cipaux, ils explorent la manière dont les politiques urbaines et l'urbanisme peuvent contribuer à ce que toutes les rues et tous les quartiers nouvellement créés soient bien des living streets, des endroits où il fait bon vivre, avec l'accord de toutes les parties prenantes de la société.

Partenaires : Energy Cities, Ville de Bruxelles (Belgique), Ville de La Rochelle (France), Ville de Zadar (Croatie), Ville de Milton Keynes (Royaume-Uni), Ville de Turin (Italie), Ville d'Ivanic-Grad (Croatie), Ville de Rotterdam (Pays-Bas).



Smarter Together – Horizon 2020 “Smart Cities and Communities”

Smarter Together vise à relancer la transition énergétique dans les zones urbaines en associant technologies intelligentes et nouvelle gouvernance. L'accent est mis sur la rénovation des logements, la production et la consommation d'énergies renouvelables, le chauffage urbain, la mobilité électrique et la gouvernance. Avec un budget de 25 millions d'euros et des objectifs audacieux basés sur le développement des TIC d'ici 2020, le projet rassemble les villes européennes « pilotes » de Lyon, Munich et Vienne, et les villes « suiveuses » de Saint-Jacques de

Compostelle, Sofia et Venise. Un club de villes sera créé afin d'impliquer des villes observatrices, comme Kiev et Yokohama, et toute autre ville intéressée par le projet. Des partenaires du monde de l'entreprise issus des secteurs de l'énergie, de la mobilité et des TIC, ainsi que des instituts de recherche et des universités de premier plan en Europe apporteront un éclairage complémentaire. Le réseau Energy Cities fournira une perspective européenne et disséminera les résultats dans toute l'Europe.

N'hésitez pas à nous contacter si vous avez une idée de projet ou si vous cherchez des partenaires pour un projet. Nous serons heureux de vous aider à trouver les bons contacts pour votre consortium.

📞 Découvrez tous les projets auxquels Energy Cities participe : www.energy-cities.eu > Actions

Plein feu sur nos membres

Mobilité durable à Thessalonique : faire mieux avec moins

A Thessalonique, en Grèce, les déplacements sont en grande partie effectués en transport individuel. Depuis les années 1970, les efforts en matière de mobilité ont été concentrés sur les infrastructures dédiées à l'automobile. Malgré une situation économique (très) défavorable, l'agglomération de Thessalonique s'est engagée à améliorer son système de transport. Le Plan de Mobilité Urbaine Durable, construit en coopération avec les acteurs locaux, fixe quatre objectifs principaux : développer les transports publics, diminuer les déplacements en voiture dans le centre, encourager les modes de transport actifs (marche, vélo...) et réduire la pollution. Le Plan de Mobilité de Thessalonique est aujourd'hui une source d'inspiration pour les autres autorités locales de la région qui sont confrontées aux mêmes défis.

📞 Retrouvez le Plan de Mobilité de Thessalonique, ainsi que plus de 500 actions de villes, dans notre base de bonnes pratiques : www.energy-cities.eu/actionsvilles.



Publications

Energy Cities recommande...



Les nouveaux modes de vie durables : s'engager autrement

Dominique Bourg, Carine Dartiguerpeyrou, Caroline Gervais,

Olivier Perrin, 2016

Cet ouvrage présente un panorama des réflexions actuelles sur les modes de vie durables. Issu d'un programme de recherche, il donne la parole à des chercheurs mais aussi à des décideurs et des personnalités. Chacun à sa façon essaie de dessiner des pistes pour accélérer le changement vers des modes de vie durables, c'est-à-dire une société où le vivre ensemble, la qualité de vie et la liberté de chacun seraient assurés, sans mettre en danger les grands équilibres écologiques dont nous dépendons.

📄 <http://programme-movida.fr/component/k2/item/91-a-lire-les-nouveaux-modes-de-vie-durables-s-engager-autrement>



Pour une transition sociale-écologique. Quelle solidarité face aux défis environnementaux ?

Laurent Eloi, Philippe Pochet, 2015

Comment accélérer la transition de nos économies et de nos sociétés vers le bien-être et la soutenabilité ? Alerter sur le « péril climatique » ne suffira pas : la peur paralyse davantage qu'elle n'incite à agir. Il faut proposer un récit commun positif, qui mobilise le principe de justice sociale. Car les crises écologiques renforcent les inégalités, tout comme les inégalités accroissent les dégâts environnementaux.

📄 www.lespetitsmatins.fr/collections/pour-une-transition-sociale-ecologique-quelle-solidarite-face-aux-defis-environnementaux



Climat : jusqu'où repoussera-t-on les limites ?

Revue *Projet*, n° 350, 2016

L'accord de Paris porte une ambition forte (un réchauffement « bien en dessous des 2°C »). Mais il ne suffit pas à ce que le monde en prenne le chemin. Tout se passe comme si nous voulions sans cesse repousser les limites de la biosphère. Pourquoi ? Jusqu'où ? De la confrontation à ces limites, un nouveau rapport au monde peut-il naître ?

📄 www.revue-projet.com/numeros/#sommairenumero



Gouvernance et innovations dans le système électrique - De nouveaux défis pour les collectivités territoriales

Anne-Christine Eiller, Gérard Marcou, François-Mathieu Poupeau, Carine Staropoli, 2015

L'objectif de cet ouvrage est de mettre la nouvelle loi sur la transition énergétique pour la croissance verte en perspective en la confrontant aux problèmes cruciaux de la politique énergétique, notamment dans le secteur de l'électricité : quelles innovations semblent aujourd'hui nécessaires et avec quelle viabilité économique ? Le système énergétique peut-il être décentralisé et quels sont les intérêts en jeu ? Quel est le rôle de l'état et la place des citoyens ? Les « mécanismes de marché » font-ils un marché de l'électricité ?

📄 www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&no=48326

Le mot du moment

Solutions Fondées sur la Nature (SFN)

Cette approche permet de rendre les villes résilientes aux changements et défis présents et futurs : l'urbanisation non durable, la perte de capital naturel et la dégradation des écosystèmes et des services qu'ils fournissent (air, eau et sol) et le changement climatique. Mettre en place des solutions fondées sur la nature signifie utiliser et imiter les propriétés des écosystèmes naturels dans les domaines de l'aménagement du territoire et de la construction dans le but d'adapter le développement des villes aux contraintes climatiques et énergétiques. Les solutions fondées sur la nature comprennent l'utilisation de toits verts (Malmö), l'augmentation des espaces verts urbains (Amsterdam, Manchester), la mise en place de couloirs de ventilation (Stuttgart), etc. Suivant cette tendance, certaines villes tentent de recréer le cycle naturel de l'eau en liant la gestion des eaux et les infrastructures vertes. Ces villes sont appelées villes bleues.



